Contre l'état d'urgence, pour nos droits ! Faisons converger nos mobilisations !

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Toujours plus de répression

Goodyear : la prison, dont 9 mois fermes, pour les salariés qui se sont battus pour leur emploi ! Alors que la direction de l'entreprise et les cadres avaient retiré leur plainte, le parquet, à la demande du gouvernement, a tout de même poursuivi les salariés comme des criminels ! (La pétition de soutien a recueilli des dizaines de milliers de signatures en quelques jours : à signer sur https://lc.cx/4qaC.)
Calais, après la manifestation du week-end dernier, les militant-e-s européen-ne-s qui soutiennent les migrant-e-s sont arrêté-e-s, expulsé-e-s, condamné-e-s...
Notre-Dame-des-Landes : la justice vient à la rescousse de Vinci et des gouvernants pour criminaliser et expulser les paysan-ne-s et les opposant-e-s au projet inutile et coûteux d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes dont nous ne voulons pas !
Dans le même temps, le policier qui a tiré dans le dos d'Amine Bentounsi a été acquitté et ceux qui ont tué Babacar dans le quartier de Maurepas à Rennes n'ont même pas été inquiétés. Les patrons voyous sont arrosés d'argent public.

La Justice est bien une justice « de classe » : quand on est travailleur-euse, salarié-e de la Poste, d'Air France, réfugié-e, militant-e anti-raciste ou écologiste, on est réprimé-e. Quand on fait partie de la bourgeoisie ou de la police, on est acquitté ou condamné à des peines symboliques.

Le vrai visage de l'état d'urgence

Dans la foulée des attentats, les immigrés, les musulmans ont servi de boucs émissaires. Le gouvernement a repris certaines propositions du FN, comme la déchéance de la nationalité ou le renforcement des pouvoirs de la police. Il cherche à inscrire l'état d'urgence dans la Constitution, alors que cette loi, utilisée par le colonialisme français pendant la guerre d'Algérie, ou contre les jeunes des quartiers populaires en 2005, a toujours eu comme objectif de faire taire ceux d'en bas lorsqu'ils se révoltent contre le pouvoir central. Elle n'a jamais servi à lutter contre des terroristes kamikazes.
Avec la condamnation des salariés de Goodyear, et la convocation des salariés de Ford, dont notre camarade Philippe Poutou, avec les menaces contre la Zad, il est clair que le gouvernement cherche à intimider celles et ceux qui luttent et qui résistent, en particulier une série d'équipes militantes combatives, emblématiques des luttes ouvrières et écologistes de ces dernières années. C'est ça l'état d'urgence : faire peur, renforcer le pouvoir, attaquer les classes populaires.

Reprendre la lutte !

Aujourd'hui, 26 janvier, les 5,2 millions de salarié-e-s de la fonction publique sont appelé-e-s à faire grève et à manifester, pour les salaires, pour des embauches dans les services publics, contre la réforme des collèges. C'est la première fois depuis la mise en place de l'état d'urgence que l'on peut exprimer massivement la colère qui monte contre la politique de ce gouvernement. Ce doit être une première étape vers de nouvelles mobilisations.
Le 16 janvier, contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, le 23 janvier, contre l'état d'urgence, les manifestations rennaises ont mobilisé des centaines, des milliers de personnes. Il en sera de même le 6 février, contre l'aéroport de NDDL..

Il y a urgence de créer un lien entre toutes ces mobilisations : elles ont un point commun, la politique de casse sociale et antidémocratique du gouvernement ! Elles devront contribuer à le mettre en échec !

Pour prendre contact avec le NPA de Rennes ou recevoir ses informations, envoyer un email à npa.rennes@anticapitaliste-35.org ou rendez vous sur notre site **www.anticapitaliste-35.org/**